

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Recettes touristiques • (Page 08)

Paris a perdu plus de 15 milliards d'euros en 2020

"Ce n'est pas du tout les prévisions apocalyptiques qu'on nous donne, (une reprise ...

Automobile

La production mondiale a chuté de 16% en 2020

Le secteur traverse « la pire crise de son histoire », a souligné le président de l'organisation internationale des constructeurs. • (Page 08)

Placement à haut risque au Togo

• (Page 03)

Sani Yaya ferme les structures illégales

Route Kanté-Tandjouaré

Les travaux exécutés à plus de 80%

Quatre mois après une visite ministérielle conduite par la cheffe du gouvernement togolais, Victoire Sidemeho Tomegah-Dogbe, ... • (Page 02)

Renforcement de l'énergie électrique au Togo

Lancement officiel des travaux du PRISET

La ministre déléguée auprès du président de la République chargée de l'énergie et des mines, Mawunyo Mila Ami AZIABLE a procédé au lancement ... • (Page 04)

TPME sénégalaises

Proparco et COFINA renforcent leur mobilisation

En accordant une garantie de portefeuille qui couvrira 1 000 000 € (soit 656 000 000 XOF) de prêts accordés par COFINA, Proparco ... • (Page 06)

Région Centrale

La SAFER appuie la réalisation des infrastructures

Dans la région Centrale du Togo, la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER), ... • (Page 11)



Promotion de l'investissement

• (Page 04)

Le Togo séduit les chefs d'entreprises français



Economie bleue

Le Togo étoffe son arsenal juridique

Le Togo s'est fixé comme priorité l'émergence d'une véritable économie bleue. Il y voit un puissant levier de développement. La démarche du pays côtier ouest-africain s'aligne sur les objectifs de l'UA, qui en janvier 2014, a adopté la Stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans à l'horizon 2050.



Le Togo est conscient de son potentiel maritime et veut mieux le protéger. Le jeudi 25 mars, l'Assemblée nationale a adopté deux nouvelles lois sur la sécurité maritime. Le premier texte autorise l'adhésion du Togo à l'annexe VI de la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (MARPOL).

Elle a été adoptée le 2 novembre 1973 à Londres en Angleterre. Le second autorise l'adhésion du Togo à la Convention visant à faciliter le trafic maritime international (convention FAL), du 9 avril 1965 à Londres. En adhérant à ces deux outils juridiques, le pays qui dispose d'une façade maritime entend ainsi s'arrimer aux meilleures pratiques inter-

nationales en la matière. Il convient de souligner que le Togo fait figure de pionnier dans la promotion de l'économie bleue en Afrique. En octobre 2016, le pays a abrité les travaux qui ont abouti à la signature par 33 nations africaines de la Charte africaine sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement, dite Charte de Lomé. Depuis septembre 2017, le pays a engagé un processus de mise en place d'un fonds bleu destiné à valoriser ses ressources maritimes. L'objectif de ce fonds est de promouvoir une économie bleue avec des ressources financières suffisantes et susceptibles de soutenir de grands projets d'investissement.

Avec Agence Ecofin

Route Kanté-Tandjouaré

Les travaux exécutés à plus de 80%

Quatre mois après une visite ministérielle conduite par la cheffe du gouvernement togolais, Victoire Sidemehome Tomegah-Dogbe, les travaux de réhabilitation de la route Kanté-Tandjouaré (longue de 136 km) ont sensiblement évolué.



Le constat a été dressé par le gouvernement, notamment la ministre des Travaux Publics Kassah-Traoré rapporte la Télévision Togolaise (TVT), qui précise que sur le tronçon Sadori-Mango, les travaux sont à plus de 80% de taux d'achèvement. La voie qui était

impraticable, poussiéreuse et à l'origine de divers accidents de route est à présent bitumée, estiment les autorités togolaises. Elle est totalement relookée et ses usagers en tirent plusieurs avantages, notamment en termes de gain de temps et de sécurité routière, témoignent-ils. Les

acteurs impliqués dans la réalisation de l'ouvrage, qui ont été encouragés par la N°1 du gouvernement togolais à mettre le pied sur l'accélérateur, s'engagent d'ailleurs à terminer les travaux en juin prochain.

Avec Togo First

AUX DECIDEURS ...

Le numérique au tournant du développement

L'on se souviendra 2020 comme de l'année où tout a changé. La COVID-19 étant passée par là. Car, en 2020n jamais une telle croissance, aussi soudaine, ne s'est produite comme celle qu'ont enregistré les secteurs du numérique et du commerce électronique, véritable boom né de la crise de la COVID-19.

Dans un contexte de ralentissement économique, la crise de la COVID-19 a entraîné une explosion du commerce électronique et une accélération de la transformation numérique. Lors d'un événement organisé à l'occasion de la publication d'un rapport, le président de l'Assemblée générale des Nations unies, Volkan Bozkir, a déclaré que la tendance vers le commerce électronique devrait se poursuivre tout au long de la reprise après le COVID-19.

Les résultats montrent que le commerce électronique a fortement progressé dans toutes les régions, les consommateurs des économies émergentes étant les plus nombreux à faire des achats en ligne. La tendance enregistrée pour le commerce électronique en 2020 devrait se maintenir au cours de la reprise, selon le rapport. Mais dans plusieurs pays parmi les moins développés, les consommateurs et les entreprises n'ont pas tiré parti des opportunités offertes par le commerce électronique en raison d'obstacles persistants.

Selon le rapport, la pandémie a surtout profité aux grandes plateformes numériques mondiales, ce qui constitue en soi un défi. De nombreuses solutions utilisées pour le commerce électronique, le télétravail et l'informatique dématérialisée sont fournies par un nombre relativement restreint de grandes entreprises, basées principalement en Chine et aux États-Unis.

Les acteurs les plus modestes sont peut-être mieux implantés, mais les géants du numérique leur font toujours de l'ombre sur ce marché, ce qui pourrait renforcer leur rôle prédominant pendant la pandémie.

La plupart des gouvernements se sont concentrés sur des actions à court terme face à la pandémie, mais certains ont également commencé à se pencher sur des exigences stratégiques à plus long terme avec la reprise en vue. Plusieurs gouvernements de pays en développement sont intervenus pour protéger leurs entreprises et les revenus des particuliers.

Le rapport expose les mesures qui devraient s'imposer à trois types de partenaires pour que le commerce électronique profite à tous. Les gouvernements doivent donner la priorité à la préparation au numérique au niveau national afin que davantage d'entreprises locales deviennent producteurs de l'économie numérique, et pas seulement des consommateurs.

Selon le rapport, la mise en place d'un écosystème de commerce électronique adapté nécessite des changements dans les politiques publiques et les pratiques commerciales pour améliorer l'infrastructure numérique et commerciale, faciliter les paiements numériques et établir des cadres juridiques et réglementaires appropriés pour les transactions et la sécurité en ligne.

Les pays ont également besoin de capacités accrues pour saisir et exploiter les données, et de cadres réglementaires plus solides pour créer et tirer profit de l'économie numérique, indique le rapport. La communauté internationale doit trouver des moyens nouveaux, audacieux et intelligents de collaborer avec les gouvernements et le secteur privé pour bénéficier de ces opportunités.

Un meilleur dialogue et une meilleure collaboration sont nécessaires pour identifier de nouvelles voies pour l'économie numérique. L'initiative eTrade for all, dirigée par la CNUCED et actuellement financée par les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Estonie, est l'un des moyens d'y parvenir. Les archives dédiées à la COVID-19 lancées à l'automne 2020 et le nouveau rapport COVID-19 et e-commerce sont les derniers efforts collectifs de l'initiative pour construire un avenir numérique durable.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Chiffres clés	Valeur	Sources
Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hab :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Placement à haut risque au Togo

Sani Yaya ferme les structures illégales

Face à la prolifération des structures illégales de placements à haut risque, Sani Yaya, le ministre de l'Économie et des Finances du Togo, dans un communiqué en date du 26 mars 2021, demande l'arrêt immédiat de ces activités illégales de collecte de fonds et appelle les populations à la vigilance. Lire en intégralité le communiqué de l'argentier national.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

SECRETARIAT GÉNÉRAL

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES
ET ANALYSES ÉCONOMIQUES



REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail – Liberté – Patrie

26 MARS 2021

**COMMUNIQUE DU MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
SUR LA PROLIFÉRATION DES STRUCTURES ILLEGALES DE
PLACEMENTS A HAUT RISQUE**

Il m'a été donné de constater une prolifération de sociétés qui exercent l'activité de collecte de fonds du public et d'octroi de crédit ou proposent des services financiers en ligne et d'e-commerce, de marketing de réseau, des transactions de crypto-monnaies, de courtage, de conseils en investissements boursiers, de trading et des produits de placement avec la promesse de rendements surréalistes allant jusqu'à 300% du capital souscrit ainsi que des taux d'intérêts annuels sans commune mesure avec ceux servis par le système financier classique. Il s'agit, entre autres, de Global Trade Corporation S.A.S., CACESPIC-IF Togo Sarl, Prosperity Investment Corporation (PIC) S.A, la Société de Négoce et de Courtage en Banque (SNCB), Leader Bureau Chymall-Sairui Groupe Togo, Alliance in Motion Global, Chy Century Heng Hue, QNET, J-Global Capital International S.A.U, TIENS, TIMEX TRADING, Aladin Groupe, Petronpay Togo, Black empire, High Life International, Global Building Investment and Trade (GLOBIT), Global Investment Trading (LIYEPLIMAL).

Je tiens à informer la population que ces structures exercent en toute illégalité et ne sont pas autorisées à collecter des fonds auprès du public contre des titres de capital ou de placement. Elles proposent des gains mirobolants et flatteurs pour susciter l'engouement de la population à ces produits, l'exposant ainsi à un risque élevé de perte de l'épargne constituée durant tant d'années d'efforts.

Je rappelle que « l'exercice de toute activité en lien avec l'appel public à l'épargne et les instruments financiers, est soumis à l'agrément obligatoire ou à l'autorisation préalable de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) de l'UMOA ou du Ministère de l'Économie et des Finances.

Aussi, il est fait interdiction à toute entreprise ou personne autre qu'une structure ou un intervenant agréé d'utiliser une dénomination, une raison sociale, une publicité ou d'une façon générale des expressions faisant croire qu'elle est agréée en tant que structure de gestion du marché ou intervenant commercial. A cet effet, j'invite les médias à faire preuve de la plus grande rigueur et d'objectivité en matière de communication concernant les activités qui sont susceptibles de mettre en danger

l'avenir de nos concitoyens et de cesser d'être le relai de ces structures.

Du reste, des lettres de mise en demeure ont été adressées aux structures illicites susvisées leur demandant de cesser dès réception des courriers, toute activité financière et monétaire, ainsi que de conseil sur toute l'étendue du territoire et de procéder aux remboursements, sans délai, des sommes collectées auprès des adhérents, sous peine de poursuite pénale.

Ces opérations sont donc illicites dans la mesure où aucune des entités n'a obtenu l'autorisation requise aux fins d'exercer ces activités, fournir ces prestations ou initier ces opérations. Cet acte est constitutif d'infraction à la réglementation et expose les auteurs/promoteurs à des sanctions à la fois pécuniaires et pénales.

J'invite les promoteurs véreux et récidivistes des structures concernées à cesser immédiatement ces activités irrégulières, sous peine des sanctions prévues par la loi, et à prendre l'attache avec les autorités compétentes pour toutes fins utiles. Ainsi, l'activité des structures suscitées et toutes autres structures non autorisées qui exercent une activité se rapportant à celles décrites est interdite sur toute l'étendue du territoire national.

J'appelle, par ailleurs, l'attention du public sur la nécessité d'observer une grande prudence et de la vigilance face à ces cas d'escroquerie grandissants et lui demande de n'entrer en relation d'affaires qu'avec les acteurs légalement autorisés en la matière.

Pour d'amples informations, bien vouloir contacter la Direction Générale des Etudes et Analyses Economiques aux numéros de téléphone : 22 21 02 50 et 22 22 56 58.



Le Ministre de l'Économie et des Finances

Sani YAYA

BP : 3521 Lomé, Tél : +228 22 21 02 50 / Fax : +228 22 22 44 78
E-mail : direction_economie_togo@yahoo.fr

BP : 3521 Lomé, Tél : +228 22 21 02 50 / Fax : +228 22 22 44 78
E-mail : direction_economie_togo@yahoo.fr

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dettes publiques : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Promotion de l'investissement

Le Togo séduit les chefs d'entreprises français

Le Ministère de la Promotion de l'Investissement, en collaboration avec le Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale, a organisé, ce lundi 29 mars 2021, une session de webinaire avec le Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) pour présenter les atouts et les opportunités d'affaires du Togo.



● Le ministre en charge du commerce, Kodjo ADEDZE et Rose Kayi MIVEDOR, la ministre de la Promotion de l'Investissement

● Bernard AFAWOUBO

Malgré les conséquences de la crise sanitaire, le Togo a su faire preuve d'agilité pour contenir les effets de la pandémie sur son économie et ses populations, c'est ce qui ressort de l'exposé de la Ministre de la Promotion de l'investissement, Rose Kayi Mivedor, sur le cadre macro-économique du pays à son auditoire lors du webinaire tenu ce lundi 29 mars 2021. Au-delà de sa capacité de résilience, le Togo reste une destination d'investissement pour tout opérateur économique qui souhaite se développer à l'export au regard des multiples opportunités que recèlent la mise en œuvre du PND (Plan national de développement) et la feuille de route gouvernementale. La ministre s'est ensuite appesantie sur les atouts significatifs du Togo, notamment la sécurité et la stabilité politique, le climat des affaires ; le positionnement géographique ; la qualité et la disponibilité des infrastructures (routières, portuaires, aéroportuaires, énergie, télécom.), la disponibilité et la qualité sans cesse croissante de la main d'œuvre ; le potentiel agricole ; le marché potentiel (CEDEAO, ZLECAF). Afin d'accélérer le processus de transformation structurelle de l'économie, en cette période post COVID, le Gouvernement, a adopté la Feuille de route 2020-2025, avec une stratégie de développement ambitieuse centrée autour de trois axes stratégiques. Quatre grands projets de la Feuille de route ont été présentés aux chefs d'entreprises français, en lien avec l'expertise des

entreprises françaises.

Confirmation de l'intérêt des entreprises françaises pour le Togo

Les intervenants du secteur privé, dont, notamment le Directeur général de MSC, le Directeur général de Jus délice, et la Vice-Présidente Afrique et Moyen-Orient du groupe EDF, ont tour à tour salué le pragmatisme de la vision du Gouvernement togolais qui permet aux entreprises de se projeter sur le long terme, mais également l'agilité et l'accessibilité du Gouvernement à l'écoute des investisseurs pour les accompagner dans leurs projets d'installation et d'expansion. L'innovation au cœur même du développement au Togo, tant dans le domaine technologique, de la télécommunication, des infrastructures que dans les projets développés est également un élément relevé par nos intervenants. La destination Togo a donc été présentée comme une destination d'investissement de choix, qui permet d'avoir accès au marché régional, notamment grâce à la connectivité du pays avec les marchés voisins. Pour sa part, le Ministre Kodjo S.T. ADEDZE, du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale a, dans son mot de clôture, relevé avec satisfaction l'accompagnement et l'importance du secteur privé national qui, malgré la pandémie de la Covid 19, « a su prouver à suffisance sa capacité de résilience et a permis au pays de ne pas connaître une décélération contrairement à la majorité des pays. C'est la preuve de l'illustration d'une économie

agile, créative et pugnace dont le secteur privé est le moteur principal ». Face à cette résilience du secteur privé national, le développement de la chaîne de valeur locale a été présentée comme une réelle opportunité pour les entreprises du MEDEF qui souhaiteraient se développer à l'export au travers d'accords de partenariats gagnant-gagnant avec le secteur privé togolais. Ce qui constituerait, sans nul doute, une garantie de transfert de technologies, d'ouverture à de nouveaux marchés, d'optimisation des coûts de productions, d'augmentation des capacités de production pour répondre aux demandes de plus en plus croissantes des marchés de la CEDEAO et de la ZLECAF. Dans sa conclusion, le Ministre en charge de l'industrie a, au nom du Président de la République, SE Faure Essozimna GNASSINGBE, invité les chefs d'entreprises du MEDEF à venir explorer les opportunités d'affaires au Togo, un pays innovant présentant une économie agile et une facilité d'écoute ; et participer ainsi à la grande transformation économique, sociale et culturelle de notre pays, une terre d'accueil, de prospérité et de sécurité pour tout investisseur. Un ministère spécialement dédié à la promotion des investissements et l'Agence de Promotion des Investissements et de la Zone Franche (l'API-ZF) est à leur disposition pour les accompagner dans toutes les étapes de développement de leurs projets d'investissements au Togo, a-t-il précisé pour finir.

Renforcement de l'énergie électrique au Togo

Lancement officiel des travaux du PRISET

La ministre déléguée auprès du président de la République chargée de l'énergie et des mines, Mawunyo Mila Ami AZIABLE a procédé au lancement officiel des travaux du Projet de Reformes et d'Investissement dans le Secteur de l'Energie au Togo (PRISET) au bénéfice des populations du Grand Lomé ce mardi 30 mars 2021.



● Mila AZIABLE donne le premier coup de pioche

● Bernard AFAWOUBO

Le gouvernement togolais dans le cadre de sa stratégie nationale d'électrification a pris l'engagement d'assurer l'accès universel à une électricité fiable à coût abordable et écoresponsable aux populations en 2030 avec un taux d'accès intermédiaire de 75% d'ici 2025. Dans cette optique, les travaux du Projet de Reformes et d'Investissement dans le Secteur de l'Energie au Togo (PRISET) vient d'être lancé. Ce projet a pour objectif de réhabiliter, renforcer et étendre le réseau de distribution de la capitale Lomé afin de réduire les pertes techniques, d'améliorer la qualité et la fiabilité de l'offre énergétique dans le grand Lomé. Et est financé à hauteur de 19,74 milliards de FCFA par la Banque mondiale. Projet de Reformes et d'Investissement dans le Secteur de l'Energie au Togo vise également l'extension de réseau électrique en basse tension pour permettre le raccordement des ménages au réseau électrique. Aussi, il vise à améliorer la qualité de fourniture et de service. Soulignons qu'à travers ce projet,

le nombre moyen d'interruption de service par client par an dénommé SAIFI (Système Average Interruption Index) sera considérablement réduit. A en croire Mila AZIABLE, Ministre en charge de l'énergie et des mines, les objectifs de ce projet sont en phase avec l'Axe 3 du Plan National de développement (PND) qui vise à consolider le développement social et renforcer les mécanismes d'inclusion. « Les travaux du projet s'étendent à fin 2022 et répondent à la politique de développement social inclusif du Chef de l'Etat, son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé. Je sais compter sur l'expertise des techniciens de la CEET et je les invite à une franche collaboration avec les entreprises SDEL ELEXA et STEG INTERNATIONAL SERVICES pour la réussite de ce projet » a-t-elle laissé entendre. Elle a réitéré sa confiance aux partenaires et acteurs du secteur de l'énergie qui ne cessent d'accompagner le Togo dans sa marche résolue vers le développement. Soulignons

que le PRISET est structuré en trois composantes notamment la composante Réformes qui a pour objectifs de contribuer à l'amélioration des activités du secteur de l'énergie à savoir : 71 km de réseau moyenne tension souterrains dans le grand Lomé, 41 postes de distribution Moyenne et Basse Tension et 10 Postes en Cabine maçonnée. La composante des Travaux qui vise le renforcement de réseaux Moyenne de Basse Tension et qui a pour objectif principal d'améliorer l'accès à l'électricité des populations de la ville de Lomé. Il s'agit de la construction de 38,2 km de réseaux MT souterrains, 46 km de réseaux MT aériens, l'installation de batteries de condensateurs, l'adaptation de 80 postes de réflexion et l'acquisition de 5 postes mobiles et de pièces de rechange. Un troisième volet qui prévoit l'extension du réseau par la construction de 3 km de réseaux MT aériens, 5 postes de type préfabriqué, 225 km de réseaux BT et l'acquisition de 20 000 kits de branchements.



● Visite du chantier



Société d'Etudes Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

Invite

les togolais au respect des mesures prises
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre
le coronavirus COVID-19

SE LAVER

les mains à l'eau et au savon
fréquemment.



UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les
jeter immédiatement dans une
poubelle fermée, puis se laver les mains

SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli de
coudes en cas de toux ou déternement



LIMITER

les contacts proches. Maintenir une
distance d'au moins 1 mètre avec les
autres personnes, en particulier si
ils toussent, éternuent ou ont de
la fièvre.



NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA
FIEVRES, DE LA TOUX OU
DES DIFFICULTES A RES PIRER.



A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège: Agoé roue de la cour d'appel (derrière JPP institut)

Tel 00(226) 22 40 40 46 / 92 06 85 06 E-mail sentogo@mail.com Lomé

TPME sénégalaises

Proparco et COFINA renforcent leur mobilisation

En accordant une garantie de portefeuille qui couvrira 1 000 000 € (soit 656 000 000 XOF) de prêts accordés par COFINA, Proparco réaffirme son engagement auprès des TPE/PME touchées par la crise.



● Nicole ESSO

Par son rôle pour l'inclusion financière et sa capacité à soutenir des entrepreneurs des secteurs formel et informel, le groupe de mésofinance panafricain COFINA est un partenaire clé du Groupe AFD. Présent dans 8 pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale, COFINA est actif au Sénégal depuis 2014. La garantie de portefeuille accordée par Proparco permettra à COFINA Sénégal de mieux répondre aux besoins des petites et moyennes entreprises sénégalaises. Après examen des demandes de financement par le Groupe COFINA, des entreprises de moins de 200 personnes affectées par la crise pourront se voir octroyer des prêts de 12 à 48 mois. Ces prêts qui pourront représenter jusqu'à 3 mois du chiffre d'affaires de l'année 2019 seront garantis à hauteur de 80% par le Groupe AFD. Cette offre de prêts garantis à 80% par le Groupe AFD s'inscrit dans le cadre du nouveau volet Résilience de l'initiative française Choose Africa et a été rendu possible grâce au soutien du gouvernement français. Lancé en novembre

2020 en réponse à la crise, ce volet Résilience d'un milliard d'euros porte à 3,5 milliards d'euros l'initiative Choose Africa de soutien aux start-up, TPE et PME en Afrique. COFINA est le deuxième partenaire de Proparco à déployer cette garantie exceptionnelle au Sénégal. Ce partenariat constitue également la deuxième opération de Proparco avec le Groupe COFINA en moins d'un an. En mai 2020, Proparco avait en effet accordé une ligne de crédit de 10 millions d'euros pour soutenir les activités de COFINA au Sénégal et en Côte d'Ivoire. « L'initiative française Choose Africa lancée en 2018, ainsi que son renforcement en 2020 en réponse à la crise, témoignent de l'engagement fort de la France auprès des start-up, TPE et PME qui jouent un rôle fondamental pour l'économie, la création d'emplois et l'accès des populations aux biens et services essentiels. Ce sont ces acteurs innovants et engagés que nous célébrerons en juillet à Montpellier à l'occasion du Sommet Afrique-France » a déclaré Philippe Lalliot, Ambassadeur de France au

Sénégal. « En signant une deuxième opération avec COFINA en moins d'un an, Proparco accélère ses efforts envers les petites et moyennes entreprises sénégalaises. Nous sommes heureux de pouvoir compter sur l'expérience et le réseau de notre partenaire pour financer en particulier les petites entreprises du secteur informel, particulièrement affectées par la crise que nous traversons » a poursuivi Pierre Maspoli, en charge de l'antenne Proparco de Dakar. Alassane DIA, Directeur Général de COFINA Sénégal a déclaré que « Après une première opération de financement, le partenariat entre Proparco et Cofina s'enrichit d'un nouveau produit innovant et particulièrement adapté au soutien des PME en ces moments de crise. La garantie Choose Africa est un excellent outil souple et pragmatique devant permettre à Cofina de poursuivre sa raison d'être : accompagner les PME de ce pays, notamment celles de l'informel, qui sont les premières pourvoyeuses d'emploi ».

Etude

WhatsApp n'a pas de souci à se faire en Afrique

L'organisation KnowBe4 a mené à bien une étude auprès de 700 utilisateurs de smartphones de 8 pays africains. Il s'agit du Nigeria, de Maurice, de l'Égypte, de l'Afrique du Sud, du Kenya, du Ghana, du Maroc et du Botswana.

Il ressort de cela que les Africains sont de plus en plus préoccupés par les risques liés au mobile et par le potentiel de vol d'identité numérique. Toutefois, ils n'en ont pas assez peur pour réduire ou arrêter l'utilisation de leurs plateformes et applications de messagerie préférées. C'est le cas de WhatsApp dont les nouvelles CGU ont défrayé la chronique et suscité un exode massif vers la concurrence. Une situation qui n'a pas été très observée en Afrique et pour laquelle les enquêtés ont été interrogés par KnowBe4.



Non seulement la majorité d'entre eux ont l'intention de continuer à utiliser WhatsApp; mais en plus, leur alternative préférée à ce service est Facebook Messenger. Comme l'a souligné Anna Collard, SVP Content Strategy & Evangelist Africa chez KnowBe4, il y a peut-être un manque de compré-

hension sur les risques liés à la vie privée de la part des Africains. « Il est intéressant de voir que si la plupart des utilisateurs mobiles sont préoccupés par leur confidentialité en ligne, Facebook Messenger, qui a été répertoriée comme la meilleure application de chat alternative, collecte beaucoup plus de données que WhatsApp. Cela indique qu'il peut y avoir un manque de compréhension des risques réels et des implications de la nouvelle politique », a-t-elle dit.

Avec afriqueitnews.com

Bénin

La SODECO lève 70M€ auprès d'un pool de banques internationales

Dans un contexte de croissance significative de la production cotonnière béninoise, la Société pour le Développement du Coton (SODECO) lève pour la troisième année consécutive un financement structuré pré-export en euros. Ainsi, au titre de la campagne 2020/2021, la SODECO accompagnée par OBARA Capital, a mobilisé plus de 70 M€ auprès d'un pool de banques internationales emmené par Natixis.

● Junior AREDOLA

La production nationale de coton graine pour la campagne 2019/2020 s'est établie à 714 714 tonnes contre 678 000 tonnes lors de la précédente campagne cotonnière. Cette performance permet au Bénin de conserver son titre de premier producteur africain de coton devant le Mali et le Burkina Faso. Ce niveau de performance a été rendu possible par l'amélioration des facteurs de rendement, une organisation opérationnelle efficace, une gestion participative et responsable et une démarche de reconnaissance et de valorisation des producteurs qui ont bénéficié d'intrants de qualité et de l'un des prix d'achat du coton graine les plus incitatifs de la région. Pour la mise en œuvre de ce financement structuré complexe, SODECO a été accompagné par les équipes d'OBARA Capital. Entre 2019 et 2021, OBARA Capital a ainsi réussi à lever près de 200 M€ en euros auprès de banques internationales de premier plan pour le compte de SODECO. Pour Serge ADEROMOU, DG de SODECO « le succès de cette troisième levée de fonds offshore dans l'environnement incertain actuel a été possible grâce à la rigueur de SODECO et à la qualité des relations commerciales qu'elle a su développer, au fil du temps, avec les traders internationaux de premier plan. Ainsi, au cours de la campagne cotonnière



2019-2020, SODECO a respecté l'ensemble de ses engagements vis-à-vis de ses partenaires commerciaux et financiers et a été l'une des seules sociétés cotonnières africaines à ne pas faire défaut, même au plus fort de la crise. » Quant à Bernard AYITEE, CEO d'OBARA Capital il dira que « le succès de cette levée de fonds dans un contexte particulier marqué par la volatilité des cours du coton et un ralentissement mondial est une marque de confiance des banques internationales quant à la qualité de la signature SODECO et la résilience de son modèle économique. Cette transaction illustre parfaitement la capacité d'OBARA Capital à proposer des solutions de financement innovantes et sur-mesure qui répondent aux besoins de ses clients tout en leur permettant d'optimiser leur coût du capital et leur agilité. Enfin, cette transaction est cohérente avec l'ambition d'OBARA Capital de doter les champions africains de ressources financières à des conditions leur

permettant de rivaliser avec leur pairs internationaux. »

À propos de SODECO

Créée en 2008 dans le cadre de la privatisation du secteur cotonnier béninois, la Société pour le Développement du Coton (SODECO) est le premier égrenneur de coton africain. SODECO dispose de 17 usines réparties sur l'ensemble du territoire béninois, au plus proche des principales zones de production cotonnière. Elle dispose d'une capacité d'égrenage de 672 500 tonnes.

À propos d'OBARA Capital

OBARA Capital est le premier Hedge Fund africain. Son objectif est d'offrir à ses clients des instruments de financement innovants conçus pour apporter des solutions sur-mesure à leurs problématiques financières. Ces solutions combinent une compréhension fine des réalités africaines et l'utilisation de techniques d'ingénierie financière sophistiquées.

Dividendes

BOA Burkina versera 8,140 milliards de FCFA à ses actionnaires

Le bénéfice de la Bank Of Africa (BOA) Burkina Faso, filiale du groupe bancaire du même nom, versera le 3 mai 2021 à ses actionnaires, au titre de l'exercice 2020 un dividende net global de 8,140 milliards de FCFA (12,210 millions d'euros), ont annoncé les dirigeants de cet établissement bancaire basé à Ouagadougou.

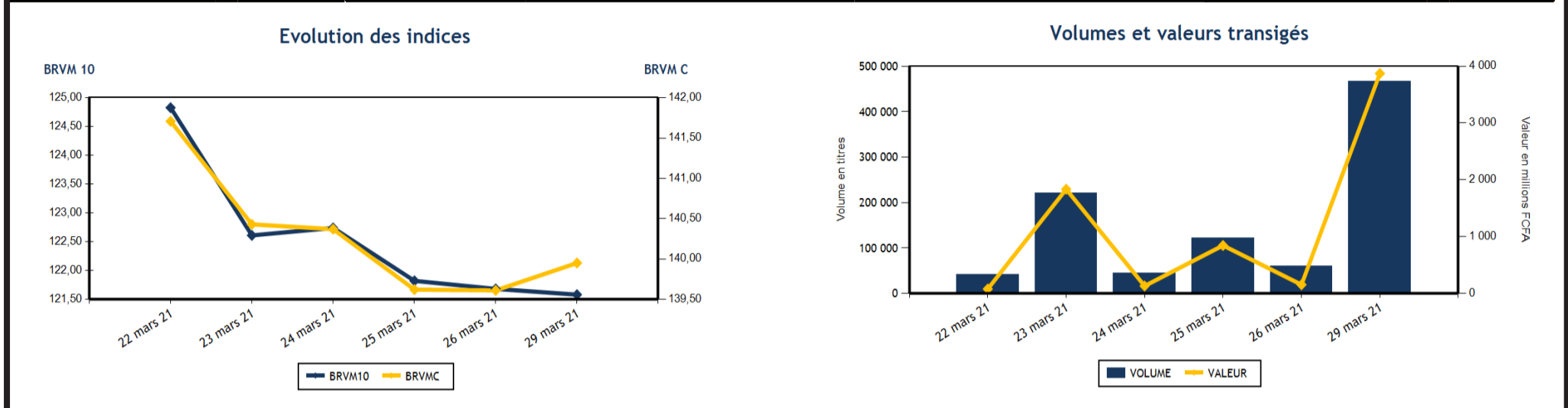
Rapporté aux 22 millions d'actions qui composent le capital de la banque, cela correspond à un dividende net de 370 FCFA par action de 1.000 FCFA comme en 2019. Ce niveau de dividende, qui représente 37% du nominal de l'action de la banque, fait suite à la prise en compte de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (IRVM) au taux de 12,5% sur le dividende brut par action d'un montant de 423 FCFA. La BOA Burkina a réalisé, au terme de l'exercice 2020, un bénéfice après impôts de 17,607 milliards de FCFA contre 18,511 milliards de FCFA, soit une baisse de

4,88%. Par contre, le total bilan de la banque était en progression de 13,94% à 988,180 milliards de FCFA contre 867,213 milliards de FCFA au 31 décembre 2019. La BOA Burkina avait vu également ses ressources collectées auprès de sa clientèle évoluer de 136,497 milliards de FCFA à 761,160 milliards de FCFA. De leur côté, les crédits consentis à cette même clientèle ont augmenté de 26,551 milliards à 554,270 milliards de FCFA. Le produit net bancaire de la BOA Burkina Faso a enregistré une hausse de 10,85%, passant de 42,707 milliards de FCFA au 31 décembre 2019 à 47,367 milliards de FCFA

durant la période sous revue. Le résultat brut d'exploitation (RBE) avait aussi progressé de 7,33%, passant de 23,410 milliards de FCFA en 2019 à 25,127 milliards de FCFA durant la période sous revue. Toutefois, le coût du risque de la banque avait fortement augmenté de 3,192 milliards de FCFA durant la période sous revue, avec un niveau se situant à 5,275 milliards de FCFA contre 2,063 milliards de FCFA en 2019. Pour sa part, le résultat d'exploitation s'était replié de 6,91% à 19,852 milliards de FCFA contre 21,327 milliards de FCFA au 31 décembre 2019.

Avec financialafrik.com

BRVM 10	121,58	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE lundi 29 mars 2021 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	139,95
Variation Jour	↓ -0,08 %		Variation Jour	↑ 0,24 %
Variation annuelle	↓ -7,11 %		Variation annuelle	↓ -3,73 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	4 211 761 356 946	0,25 %
Volume échangé (Actions & Droits)	159 189	166,12 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	788 592 420	438,44 %
Nombre de titres transigés	35	-2,78 %
Nombre de titres en hausse	10	-23,08 %
Nombre de titres en baisse	14	55,56 %
Nombre de titres inchangés	11	-21,43 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BICI CI (BICC)	5 375	7,50 %	-19,54 %
BOLLORE (SDSC)	1 470	4,63 %	-5,16 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 250	4,17 %	11,11 %
SODE CI (SDCC)	3 300	3,94 %	10,37 %
TOTAL SN (TTLS)	1 400	2,94 %	-22,22 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 369 119 631 344	0,03 %
Volume échangé	308 277	36 997,11 %
Valeur transigée (FCFA)	3 082 657 148	37 060,45 %
Nombre de titres transigés	7	-22,22 %
Nombre de titres en hausse	4	100,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	3	-40,00 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CROWN SIEM CI (SEMC)	200	-4,76 %	0,00 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	3 500	-2,78 %	-4,76 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	535	-2,73 %	7,00 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	3 850	-2,53 %	10,00 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	420	-2,33 %	16,67 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	39,65	-0,33 %	9,38 %	3 181	3 588 715	85,52
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	394,00	0,11 %	-4,01 %	33 375	378 650 245	8,99
BRVM - FINANCES	15	55,79	0,43 %	-7,00 %	119 492	400 982 965	6,30
BRVM - TRANSPORT	2	359,60	4,51 %	-5,04 %	200	294 000	6,34
BRVM - AGRICULTURE	5	122,69	-0,01 %	41,77 %	1 055	2 680 670	10,86
BRVM - DISTRIBUTION	7	203,94	-0,78 %	-9,93 %	1 825	2 379 355	12,84
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	333,15	0,00 %	-3,57 %	61	16 470	4,19
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-


Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	12,29	
Taux de rendement moyen du marché	7,88	
Taux de rentabilité moyen du marché	13,22	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	86	
Volume moyen annuel par séance	161 457,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 008 829 354,80	


Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,54	
Ratio moyen de satisfaction	56,42	
Ratio moyen de tendance	3 673,26	
Ratio moyen de couverture	2,72	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	2,24	
Nombre de SGI participantes	26	


Définitions


Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)


Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé / capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des ratios de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
Avenue Charles de Gaulle Cotonou
BP 2805 Cotonou
Tél : (229) 21 31 21 26
Fax : (229) 21 31 20 77



BURKINA FASO
Chambre de Commerce et d'Industrie
du Burkina Faso
01 BP 820 Ouagadougou 01
Tél : (226) 26 30 87 73
Fax : (226) 26 30 87 19



CÔTE D'IVOIRE
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
Plateau, 18 Avenue Joseph ANOMA
01 BP 3822 Abidjan 01
Tél : (225) 20 31 56 50
Fax : (225) 20 32 47 77


GUINÉE-BISSAU
Chambre de Commerce, d'Industrie,
d'Agriculture et des Services de Côte-Bissau,
Avenue Pasteur Nalima
CP 08 Bissau
Tél : (463) 326 16 52 Fax : (463) 326 16 02


MALI
Immeuble SONAVE, ACI 2000 Handakalya
B.P. E. 1360 - Bamako
Tél : (223) 44 98 18 10
Fax : (223) 44 98 18 11


NIGER
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat
du Niger, Place de la coopération
BP 13 200 Niamey
Tél : (227) 20 73 66 92
Fax : (227) 20 73 66 47


SENEGAL
7, rue Jean Mérimée
BP 6006 Dakar - Plateau
Tél : (221) 33 821 15 18
Fax : (221) 33 821 15 06


TOGO
4691, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadéma,
Immeuble 022 Togo
BP 3262 Lomé
Tél : (228) 22 81 23 16
Fax : (228) 22 26 24 41

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Recettes touristiques

Paris a perdu plus de 15 milliards d'euros en 2020

"Ce n'est pas du tout les prévisions apocalyptiques qu'on nous donne, (une reprise seulement en) 2025-2027, je ne crois pas du tout à ça", a néanmoins affirmé le président de l'Office de Tourisme et des Congrès de Paris.



• (Crédits : Reuters)

La crise sanitaire a privé Paris et sa région de 15,5 milliards d'euros de recettes en 2020 du fait d'une "chute historique de fréquentation" des touristes étrangers, selon des chiffres du Comité régional du tourisme (CRT) communiqués lundi. En 2019, les visiteurs avaient dépensé 22 milliards d'euros, selon le CRT. Malgré cette hémorragie, le représentant reste confiant : "en 2022, le nombre de touristes à Paris sera équivalent à 2019", a prédit mardi le nouveau président de l'Office de Tourisme et des Congrès de Paris, Jean-François Rial. "Sur l'activité affaires, ce sera un peu plus long", a déclaré Jean-François Rial sur BFM Business. En 2019, ils étaient 38 millions de touristes à être passés par la capitale (et plus de 50 millions avec l'Île-de-France selon veilleinfotourisme.fr), ce qui était alors un nouveau record. Pour rappel, sur les six premiers mois de l'année, les recettes touristiques internationales ont

chuté de 49,4% en France. En France, le secteur pèse 1,3 million de salariés. Au plus fort de la première vague en avril, les hôtels et restaurants ont vu leur chiffre d'affaires s'effondrer jusqu'à -89% par rapport à 2019.

L'option passeport sanitaire se profile

"Je ne suis pas très inquiet sur le retour des touristes, on va retrouver un niveau équivalent à 2019 assez vite, voire très vite. Ce n'est pas du tout les prévisions apocalyptiques qu'on nous donne, (une reprise seulement en) 2025-2027, je ne crois pas du tout à ça", a insisté Jean-François Rial. Le PDG du groupe Voyageurs du Monde s'appuie notamment sur l'observation d'une "reprise des voyages assez extraordinaire", en juin et en décembre, "en sortie de vagues" Covid, mais aussi du marché américain où "le tourisme intérieur est en train de revenir déjà au niveau de 2019". "Je pense que ça va revenir très, très vite à

condition que l'épidémie se termine" a-t-il dit, défendant de nouveau le passeport sanitaire qui regroupe "toutes les données sanitaires, y compris si vous avez été malade et avez les anticorps", si vous êtes vacciné et les tests PCR. "L'enjeu pour l'Office du tourisme de Paris, ce n'est pas de faire revenir des touristes, ils vont revenir tout seuls. L'enjeu c'est plutôt qu'au-delà du niveau de 2019 on puisse progresser sans générer de conséquences négatives pour les habitants, l'écologie", a dit le président de l'Office de Tourisme et des Congrès de Paris, élu la semaine dernière. Optimiste, Jean-François Rial ne croit pas non plus à une baisse de la capacité d'accueil. "L'activité économique a une capacité de rebond extraordinaire, la nature a horreur du vide, il y en a un qui ouvrira. Je ne crois pas du tout à cette fable de la non capacité", a-t-il dit.

Latribune.fr avec AFP

Automobile

La production mondiale a chuté de 16% en 2020

Le secteur traverse «la pire crise de son histoire», a souligné le président de l'organisation internationale des constructeurs.



La production automobile mondiale a chuté de 16% en 2020, retrouvant son niveau de 2010, à moins de 78 millions de

véhicules, a indiqué jeudi l'organisation internationale des constructeurs (OICA). Avec des confinements qui ont touché l'industrie auto-

mobile et ses fournisseurs pendant plusieurs semaines, le secteur a traversé cette année «la pire crise de son histoire», a souligné le président de l'OICA, Fu Bingfeng. La production a baissé de 21% en Europe, de 20% en Amérique du Nord et de 30% en Amérique du Sud. L'Asie, qui représente plus de la moitié de la production mondiale, a mieux résisté avec une chute de 10%. La Chine, en particulier, s'est «très vite remise après avoir été durement frappée début 2020», note l'OICA: la baisse des usines chinoises s'est limitée à -2% sur l'année.

(AFP)

Coronavirus en Europe

La 3ème vague retarde la reprise économique

Les observateurs tablent sur une amélioration dès l'été avec l'arrivée des vaccins. Le doute s'installe maintenant que la pandémie reprenne le dessus et un nouveau plan de relance est évoqué.



Nouvelle flambée de contaminations au coronavirus, durcissement des mesures de restrictions et vaccinations encore trop lentes, l'aggravation de la situation sanitaire va encore retarder la reprise économique en Europe, estiment de plus en plus d'économistes. Ces mauvaises nouvelles posent déjà la question d'un renforcement du plan de relance de 750 milliards d'euros voté l'an dernier par l'Union européenne. L'UE «a apporté une réponse à la hauteur» à la suite de la première vague de l'épidémie du printemps 2020. Mais, suite aux 2ème et 3ème vagues, il nous faudra sans doute compléter cette réponse», a lancé jeudi soir à Bruxelles le président français Emmanuel Macron, ouvrant le débat. Au début du mois de mars, il semblait encore acquis que la reprise serait au rendez-vous cet été, une fois que la campagne de vaccination, après quelques ratés au démarrage, serait franchement sur les rails. Lors de sa réunion du 11 mars, la Banque centrale européenne a maintenu ses prévisions «globalement inchangées», sa présidente Christine Lagarde disant tabler sur «un rebond ferme de l'activité au second semestre». Mais le tableau s'est depuis brutalement assombri. La troisième vague de l'épidémie de Covid-19 a conduit les trois principales économies de la zone euro – Allemagne, France et Italie – à adopter un nouveau régime de restrictions, alors qu'on semblait se diriger au contraire vers un assouplissement des mesures. Et les difficultés d'approvisionnement en vaccins, qui ont

dominé jeudi le sommet de l'Union européenne, sont encore loin d'être résolues. En février, l'assureur-crédit Euler Hermès avait estimé que l'UE avait cinq semaines de retard par rapport à son objectif de vacciner 70% de la population d'ici la fin de l'été. Jeudi, il a refait ses calculs : le retard est désormais de sept semaines et pourrait coûter 123 milliards d'euros en 2021 aux Vingt-Sept. «Si on compare avec la situation aux Etats-Unis, où les perspectives sont bien plus positives, on prend clairement beaucoup de retard sur la reprise avec cette troisième vague», constate Charlotte de Montpellier, économiste chez ING. Emmanuel Macron a lui-même comparé les politiques de relance de Bruxelles et Washington. «La force de la réponse américaine et du plan annoncé il y a quelques jours par le président Biden et son Congrès nous place face à une responsabilité historique», a-t-il estimé, en allusion à la décision d'injecter 1900 milliards de dollars dans l'économie américaine.

Europe «à deux vitesses»

La banque ING anticipe désormais autour de 3% de croissance pour la zone euro en 2021, soit plus d'un demi-point de moins par rapport à début mars. Elle estime que «l'essentiel de la reprise» aura lieu à partir du troisième trimestre, un peu plus tard que prévu. C'est aussi le diagnostic d'Andrew Kenningham, chef économiste pour l'Europe de Capital Economics, selon qui l'Europe ne retrouvera pas son niveau

de PIB d'avant-crise avant la deuxième moitié de 2022, un an après les Etats-Unis. Au rythme actuel, la part de la population vaccinée dans l'UE ne devrait pas atteindre les 50% «avant juillet», un seuil que la Grande-Bretagne a déjà franchi et que les Etats-Unis devraient dépasser «dans les semaines à venir». «Les perspectives se sont dégradées», le retard dans la vaccination, qui diffère la levée des restrictions, risque de déboucher sur une «économie à deux vitesses», avertit Chris Williamson, chef économiste d'IHS Markit. Les chiffres du PMI de mars – qui mesure l'activité du secteur privé – ont ainsi révélé une divergence importante entre l'Allemagne, première économie de la zone euro, qui profite du rebond industriel, et la France, davantage dépendante des services. Le moral des entrepreneurs allemands vient ainsi de retrouver son niveau de juin 2019, selon les données publiées vendredi par l'institut Ifo. Les pays du sud – Espagne, Portugal, Italie, Grèce – s'inquiètent de devoir subir une nouvelle saison touristique en demi-teinte, de quoi menacer la cohésion européenne. Standard and Poor's a cependant choisi de maintenir ses prévisions inchangées pour la zone euro, à +4,2% pour 2021, en soulignant «le maintien de conditions de financement favorables prévalant actuellement». En outre, «l'économie de la zone euro est moins sensible aux restrictions sociales qu'il y a un an», souligne Sylvain Broyer, chef économiste Europe pour S&P.

(AFP)

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Planification du développement durable	18 janvier et 28 février 2021	En ligne	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Assises africaines de l'intelligence économique 1er au 3 septembre 2021	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org
Conférence internationale sur l'économie, la finance et les affaires	17 au 18 février 2021	France	https://rsepconferences.com/active-conference-subitems/submit-here/
Septième session du forum régional africain sur le développement durable	1 au 4 mars 2021	Brazzaville, Congo	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Salon International du Plastique	2 au 5 Mars 2021	Tunisie	http://www.plasticexpo.com.tn/
salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	16 au 19 mars 2021	Lyon, France	Global-industrie.com
Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique	17 au 23 mars 2021	Addis-Abeba	Papersmart.uneca.org
INTERMAT	19 au 24 avril 2021	Paris, France	www.intermatconstruction.com
Sommet de l'innovation organique et des startups émergentes Afrique-Europe	7 et 8 avril 2021	Marseille, France	emergingvalley.com
Rendez-vous international en ligne de l'écosystème start-up Tech	20 au 22 avril 2021		collisionconf.com
salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteakconference2020.com infowtc2020@gmail.com

HOROSCOPE finance

Bélier Avec cet aspect d'Uranus, vous aurez tendance à vous lancer dans des opérations financières risquées. Il vaudrait mieux attendre encore trois jours, lorsque les influx planétaires deviendront nettement plus favorables.

Taureau Avec Mars en aspect dysharmonique, ce ne sera pas le moment de vous laisser aller à des dépenses inconsidérées. Si vous vous êtes montré raisonnable jusque-là en réglant vos dépenses courantes en temps utile, vous traverserez simplement une période un peu restrictive. Mais si vous avez fait preuve de négligence auprès de vos créanciers, gare à vous : ils risquent de se donner le mot pour se rappeler à votre souvenir et vous faire passer un mauvais moment !

Gémeaux Surveillez vos dépenses. Vous serez en proie à des tentations ruineuses, et vos économies n'y survivraient pas. Evitez de feuilleter des catalogues de vente, ou de faire du lèche-vitrine. Laissez vos chèquiers et cartes de crédit en lieu sûr, ne les amenez pas avec vous.

Cancer Quelques planètes, dont surtout Neptune, vont chercher cette fois à vous déstabiliser. Certes, Jupiter vous évitera le pire, mais il vaudra toutefois mieux ne pas tenter le diable. Si vous gérez sagement votre budget et évitez les dépenses inutiles, vos finances seront en équilibre. Mais ceux d'entre vous qui perdront leur habitude de prudence et se laisseront tenter par des achats ou des investissements au-dessus de leurs possibilités, risquent de connaître des problèmes de trésorerie.

Lion Sur le plan financier, des conflits sont possibles en ce qui concerne un investissement au sein d'une association. Organisez-vous pour ne pas avoir à supporter un procès qui risquerait de vous coûter cher en argent et en tranquillité d'esprit. En cas de litige, recherchez toujours une solution à l'amiable.

Vierge Vous traverserez une journée tout à fait défavorable sur le plan matériel. Ce ne sera absolument pas le moment de vous lancer dans les affaires. En plus de votre manque de jugement et de clairvoyance, vous aurez tendance à vous montrer intolérant, ce qui est susceptible de vous causer quelques déboires.

Balance Vous réfléchirez longuement avant d'opter pour tel ou tel mode de placement. Mais avant la fin de la journée vous pourrez vous lancer dans une opération financière de grande envergure, engageant d'importants capitaux. Le climat astral vous secondera.

Scorpion Vous pourrez profiter de cette journée calme pour réorganiser votre budget. Grâce au soutien de Saturne, vous saurez en effet améliorer nettement votre gestion, au point, pour quelques natifs, de s'apercevoir qu'ils peuvent très facilement faire quelques économies.

Sagittaire Avec cet aspect de Mars, vous aurez tout intérêt à ne prendre aucun risque sur le plan financier. De même, à moins d'une urgence absolue, remettez à plus tard les décisions concernant un achat important ou la modification d'un placement.

Capricorne Si vous êtes sage et raisonnable, votre stabilité financière ne devrait poser aucun problème. Mais le serez-vous ? Poussé à la fois par Uranus et surtout par Mars, vous risquez, par des dépenses inconsidérées, de vous ruiner sans le moindre état d'âme !

Verseau Un héritage, surprise, pourrait bien vous tomber du ciel à la faveur du bel aspect de Jupiter. Si vous possédez une affaire en participation, vous réaliserez d'excellents bénéfices. Félicitations !

Poissons La présente configuration astrale donne de fortes indications d'avantages dont vous serez bénéficiaire. Ceux-ci pourront prendre la forme de cadeaux, d'une offre de voyage d'agrément ou de facilités accordées pour réaliser ce dont vous avez envie.

L'économiste du Togo

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web : www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage : 5000

FAISONS BLOC CONTRE LA COVID-19

#TogoSafe #FaisonsBLOC

- ✓ Vous avez **50 ans et plus** ?
- ✓ Vous avez **moins de 50 ans** et souffrez d'une **maladie chronique**, et résidez dans le Grand Lomé ?

Inscrivez-vous dès maintenant à la vaccination contre la COVID-19

 vaccin.covid19.gouv.tg



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Coordination Nationale de
Gestion de la Riposte contre la
COVID-19



**CORONAVIRUS
AU TOGO**



@Covid19TG

Région Centrale**La SAFER appuie la réalisation des infrastructures**

Dans la région Centrale du Togo, la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER), accompagne la politique de construction des infrastructures du Gouvernement. Grâce au poste de péage de Sotouboua, les initiatives se multiplient pour le développement des infrastructures routières, scolaires et sanitaires dans la région.



Engagée à accompagner les efforts des autorités togolaises dans le développement des infrastructures, la SAFER multiplie des initiatives de lutte contre la pauvreté dans les milieux où sont installés les péages. Dans la région Centrale et grâce au péage de Sotouboua, les initiatives de développement des infrastructures n'en manquent pas. Que ce soit aux niveaux sanitaire, routier et scolaire, la SAFER s'est engagée à accompagner les efforts des autorités locales. Sur le fleuve Mono, d'importants travaux de réhabilitation du pont métallique de Kolokopé sont engagés, grâce aux collectes effectués au péage de Sotouboua. « La SAFER a fait beaucoup de réalisations dans notre Commune de Sotouboua, en occurrence les constructions des bâtiments scolaires, des infrastructures d'assainissement et des ponceaux », indique M. Gnanguissa Maire de Sotouboua 1. « Depuis 2014, l'Ecole maternelle de Sotouboua Plateau, n'avait pas de tabourets on était obligé de rester sur des

cailloux et des planches pour donner des cours aux enfants. Mais avec l'intervention de la SAFER, aujourd'hui nous disposons d'une salle de classe en bonne et due forme », a relevé Mme Kambre, Directrice de la Maternelle Sotouboua Plateau-Est. En effet, depuis 2012, les initiatives réalisées avec l'appui de la SAFER dans la région Centrale sont légions. Elles vont notamment du développement des infrastructures routières et éducatives, en passant par des blocs sanitaires. « Depuis 2012 et avec le financement de la SAFER, nous avons commencé les réalisations avec les latrines publiques. En 2012, nous avons réalisé deux (2) avec l'appui de la société et chaque année nous bénéficions d'un appui, pour réaliser d'autres. En 2013, nous avons réalisé des travaux de forage et de caniveaux à l'entrée du grand marché. Et il y a de cela six (6) mois, des bâtiments sont construits pour la maternelle de Sotouboua Plateau Est et réalisé l'extension de la TdE et des sanitaires », a déclaré Samie Bawoubadi, Chef Service Technique Sotouboua 1.

Cap sur les infrastructures routières

Dans la ville de Sokodé où des jeunes entrepreneurs bénéficient des contrats pluriannuels avec la SAFER, pour la réalisation des infrastructures routières, les choses semblent avoir bougé. « Nous réalisons des travaux de l'entretien courant, nous avons des travaux d'entretien périodique et nous effectuons également de grosses réparations sur le tronçon Sokodé-Aléheridè. Nous effectuons également des travaux d'entretien de la voirie Sokodé-Bavilè, le tout financé par la SAFER », a souligné Yovo Komlavi, DRTP Régional de Sokodé. Pour M. Yovo, au-delà de tous ces travaux, les jeunes entrepreneurs sont également engagés dans la construction de 600 m de caniveau et le curage d'un kilomètre de caniveau. Notons que la SAFER en tant que société publique, a pour rôle de gérer les collectes au poste de péage et de les investir dans la réhabilitation et la construction des infrastructures routières.

Avec gapola.net

Production animale**Valorisation des espèces fourragères au Togo**

Le pâturage devient rare et les animaux font de longues distances pour trouver quelques feuilles mortes ou nouvelles repousses après passage des feux de brousse. Le besoin est grand et souvent les éleveurs nourrissent les animaux avec les sous-produits agricoles en saison sèche. Et pour cause, les effets directs du changement climatique, notamment l'avancée du désert, l'alternance des pluies abondantes et irrégulières concentrées sur une courte période et des sécheresses sévères de plus en plus longues, l'extension des habitats humains.



Conscient de cette situation, le gouvernement appuie le centre agronomique de l'ITRA à Kolokopé dans la préfecture d'Anié pour la recherche et la production des cultures fourragères. Des espèces fourragères comme Panicum, Bracharia y sont cultivées et récoltées pour la fabrication du foin. La capacité de production du foin à partir du Panicum maximum variété C1 n'est plus à démontrer. Cette plante est capable de produire 10 à 15 t de MS/ha en saison pluvieuse et 20 à 30 t de MS

en culture irriguée. Mais la demande est forte. Le centre forme beaucoup d'éleveurs chaque année dans le domaine de la production des cultures fourragères. Ils bénéficient toujours des éclats de souche de Panicum pour le repiquage sur leur site. Il faut noter que, pour la nouvelle campagne agricole 2021-2022 en lien avec les objectifs de la feuille de route assignée au ministère chargé de l'agriculture, une place importante est accordée à la production fourragère à travers la mise en place les

zones d'aménagement pour la production bovine (ZAPB) dans le cadre de la promotion de l'élevage au Togo. L'amélioration de l'alimentation des ruminants est l'une des conditions pour augmenter la production animale et les quantités de produits d'origine animale (viande et lait surtout). Force est de constater qu'à certaines périodes de l'année (pleine saison des pluies et pleine saison sèche) le problème d'alimentation des ruminants devient crucial.

Avec vert-togo.com

Bayern Munich**Robert Lewandowski absent quatre semaines !**

Blessé avec la sélection polonaise, Robert Lewandowski va manquer quatre semaines de compétition vient d'annoncer le Bayern Munich. Un coup dur pour le club bavarois, qui va devoir faire sans son attaquant vedette pour affronter le PSG en Ligue des Champions.

Le money-time de la saison. Après cette trêve internationale de mars, les clubs du Vieux Continent vont entamer la dernière ligne droite de cet exercice 2020-21. Pour le Bayern Munich, qui a pour objectif d'être compétitif sur tous les tableaux, c'est un moment crucial de l'année. En Bundesliga, les Allemands sont solides leaders

avec 61 points, soit quatre de plus que Leipzig (2e, 57 points). Parallèlement à cela, les Munichois veulent aussi conserver leur titre en Ligue des Champions. Vainqueurs l'an dernier, les hommes de Hans Dieter Flick se sont facilement débarrassés de la Lazio Rome en huitièmes de finale. Pour les quarts, c'est un adversaire d'un autre calibre qui se présente puisqu'il

s'agit du Paris Saint-Germain, finaliste malheureux de la dernière édition de la C1 (défaite 1-0). Favoris aux yeux de nombreux observateurs face à la bande à Neymar et Kylian Mbappé, le Bayern Munich va toutefois devoir composer sans son atout offensif numéro un les 7 et 13 avril prochains.

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

GLUTA[®]
SECRET

EPC
El Paradis Cosmetic
La beauté au pluriel

DOSEZ ⚠

IT ÉCLAIRCISSANT
Whitening Body Lotion
Leite Clarificante
Mains et Corps - Hands and Body - Mãos e Corpo

CRÈME DE CORPS
HYDRATANTE & ÉCLAIRCISSANTE
MOISTURIZING & WHITENING Body Cream
Crema Cosmetica IDRATANTE E CLARIFICANTE

CRÈME DE VISAGE
HYDRATANTE & ÉCLAIRCISSANTE

SAVON TRAITANT - GOMMANT & ÉCLAIRCISSANT

CMJN

MARBRE - PIERRE - GRANITE

La morale de notre travail est la force d'unir notre professionnalisme pour satisfaire nos clients.

Travail professionnel de qualité



LA MAIN DU MARBRE

WWW.LAMAINDUMARBRE.COM

contact@lamaindumarbre.com

+228 918 943 13/921 408 56